**ILES DE PAIX**

**UNITE DE PROGRAMMATION, APPUI ET SUIVI-EVALUATION**

|  |
| --- |
| **Evaluation externe des programmes d’IdP à Yamba et Tensobentenga (Burkina Faso)***Note d’exploitation de l’évaluation (CA d’IdP du 1er/04/2015)* |

# Introduction

L’évaluation a concerné les programmes menés par Iles de Paix à Tensobentenga-Yargo (2001-2011) et à Yamba (2002-2014) au Burkina Faso. Elle se situait dès lors à la croisée des chemins entre évaluation finale (Yamba) et évaluation ex-post (Tensobentenga-Yargo, intervention finalisée depuis près de 3 années).

Iles de Paix disposait déjà d’un certain nombre d’informations sur la pertinence de ces programmes, leurs résultats, leur efficacité, etc. grâce à des évaluations antérieures et aux données issues du suivi-évaluation des programmes. L’orientation adoptée pour cette évaluation a dès lors été de s’intéresser plus spécifiquement à la manière dont les orientations stratégiques et méthodologiques d’Iles de Paix ont été concrètement mises en œuvre dans le cadre de ces programmes ainsi qu'aux effets qui en découlent. Cinq questions évaluatives principales ont été ciblées :

* Appréciation des effets et impacts des programmes ;
* Appréciation de l’appropriation des résultats, de leur durabilité et de l’autonomisation des bénéficiaires ;
* Appréciation de l’essaimage, de l’effet d’entraînement ;
* Appréciation du ciblage des vulnérables / approche inclusive ;
* Appréciation de l’intégration de la dimension transversale genre dans la stratégie des programmes.

L’évaluation est par ailleurs intervenue au moment où IdP démarrait de nouveaux programmes dont les activités s’inspirent largement des actions réalisées à Tensobentenga-Yargo et Yamba (cas du PRESAM[[1]](#footnote-1) et, dans une moindre mesure, du projet GovEst[[2]](#footnote-2)). L’évaluation a été orientée de manière à disposer d’enseignements directement utiles pour ces programmes.

L’étude d’évaluation a été confiée à un consortium franco-burkinabè, sélectionné parmi 14 offres reçues. Elle a été réalisée entre août et décembre 2014 (avec 13 jours au Burkina en octobre). Une concertation a été entretenue avec le Fonds Belge pour la Sécurité Alimentaire tout au long du processus[[3]](#footnote-3).

Le présent document synthétise les principaux constats et recommandations de l’évaluation relatifs aux 5 questions évaluatives, ainsi que la suite qu’il est proposé d’y donner.

Figure en annexe une analyse des forces et faiblesses du processus d’évaluation.

# Analyse par question évaluative

### Question 1 : Appréciation des effets et impacts des programmes

*Rapport pages 60 à 75*

|  |
| --- |
| ***En résumé :*** |
| *http://img.freepik.com/photos-libre/_318-34469.png?size=318&ext=png* | *Très nombreux impacts positifs atteints au niveau de la sécurité alimentaire pour un nombre important de bénéficiaires (dont une part importante de femmes). Plus grande disponibilité alimentaire (diversification de la production, augmentation des volumes de production, etc.), réduction de la durée de la période de soudure, etc. Très fort impact au niveau du renforcement des capacités des bénéficiaires et des acteurs locaux. Amélioration importante de l’accès à l’eau potable et à l’éducation* |
| *http://www.uclouvain.be/cps/ucl/doc/trav/images/Sigle_attention.png* | *Action insuffisante ou trop tardive au niveau du renforcement institutionnel des associations locales.*  |

Points positifs, forces :

Les évaluateurs mettent en avant de très nombreux impacts positifs atteints au niveau de la sécurité alimentaire grâce à l’action d’IdP :

* Un nombre significatif de bénéficiaires directs (plus de 40 000 personnes selon l’estimation des évaluateurs).
* Une nette amélioration de la sécurité alimentaire dans ses dimensions « disponibilité » et « accessibilité » :
	+ Augmentation et diversification de la production agricole grâce à l’introduction de la riziculture pluviale (1 525 bénéficiaires hors essaimage, production additionnelle moyenne couvrant 13% des besoins alimentaires des ménages). Apparition d’une nouvelle source de revenus grâce à l’introduction de cette nouvelle culture, au niveau de laquelle les ménages commercialisent environ 30% de leur production. Plus grande disponibilité de riz sur les marchés locaux, alors que le riz se trouvait auparavant assez difficilement.
	+ Augmentation de la productivité des céréales traditionnelles et des superficies cultivées grâce à l’introduction de techniques de gestion de la fertilité des sols respectueuses de l’environnement. Les bénéficiaires rencontrés par les évaluateurs témoignent de doublement voire triplement des rendements. Augmentation des revenus générés par les ventes de céréales traditionnelles.
	+ L’effet atteint au niveau de l’augmentation de la production agricole dépasse largement les bénéficiaires directs, grâce à l’essaimage de la riziculture pluviale et des techniques agroécologiques (cf. infra, question évaluative n°3).
	+ Sécurisation et augmentation du nombre de têtes de bétail, augmentation de sa productivité, développement de l’embouche grâce à un meilleur accès à l’eau suite à l’aménagement des barrages de Sougoudou, Baagou, Kokossin et Tougmentenga (42 villages concernés, fourniture de l’eau pour environ 20 000 UBT).
	+ Développement d’activités génératrices de revenus qui demandaient un accès à l’eau (embouche, étuvage du riz, fabrication de briques, etc.).
* Une amélioration de la sécurité alimentaire dans sa dimension « stabilité » :
	+ Réduction des périodes de soudure grâce à l’augmentation de la production agricole et des revenus dont disposent les ménages ;
	+ Renforcement des mécanismes de solidarité communautaire, avec l’augmentation de la production de riz (spéculation faisant l’objet de dons) et plus globalement une augmentation de la production agricole facilitant ces dons.
* Une amélioration de la sécurité alimentaire dans sa dimension « utilisation » :
	+ Diversification de la diète alimentaire grâce à l’introduction d’une nouvelle céréale (riz) et au développement du maraîchage (même si beaucoup d’abandons relevés).
	+ Diminution des maladies d’origine hydrique grâce à un meilleur accès à l’eau potable (cf. infra).
* Une nette amélioration de l’accès aux services de base :
	+ Forte augmentation de l’accès à l’eau potable, grâce à la réalisation de 76 forages et 11 puits. Outre l’augmentation du disponible quotidien par personne, la densification des points d’eau permet de réduire le temps consacré par les femmes et fillettes à l’approvisionnement en eau potable.
	+ Offre scolaire plus importante, grâce à la construction de 9 écoles primaires et d’un collège. L’accroissement de l’offre scolaire a contribué à l’amélioration importante des taux de scolarisation qui a été observée pendant la durée des programmes, et ce même si les taux restent parfois nettement inférieur à la moyenne nationale (cas de Yamba, particulièrement). La densification de cette offre facilite la scolarisation des enfants, et particulièrement des filles. Amélioration de l’encadrement scolaire grâce à la baisse de la rotation des enseignants dans les écoles, rendue possible au travers de la construction de 32 logements pour enseignants.
* Un très fort impact au niveau du renforcement des capacités des bénéficiaires et des acteurs locaux, que ce soit au niveau technique, de la gestion collective, organisationnel, de la concertation, etc. Les évaluateurs soulignent le nombre, la densité et la diversité des actions de renforcement des capacités, ainsi que l’investissement réalisé par IdP au niveau de l’accompagnement sur le terrain des bénéficiaires, du dialogue et de la concertation. L’impact dépasse le niveau des bénéficiaires individuels et a contribué à la structuration du milieu paysan, à la dynamisation d’ensemble du terroir (cf. infra, question évaluative n°2).
* Des impacts genre importants, avec un nombre important de femmes bénéficiaires dans le cas de certains projets productifs (dont des femmes fort vulnérables), un accès à la terre en propre pour certaines femmes, une production additionnelle et/ou des revenus propres dont bénéficient ces femmes, etc. (cf. également infra, question évaluative n°5).
* Les évaluateurs relèvent plusieurs exemples qui témoignent de la capacité d’adaptation dont IdP a fait preuve tout au long de l’intervention dans l’optique d’améliorer les performances de celle-ci.

Faiblesses, difficultés, limites :

* Action insuffisante au niveau du renforcement institutionnel des associations locales, avec comme conséquence qu’au moment du désengagement il manque de relai, d’organisations à qui passer le flambeau (ou que les organisations en place sont trop faibles).
* Résultats obtenus au niveau du renforcement des élus locaux perdus suite à la non-réélection de la plupart des bénéficiaires.
* Succès mitigé du maraîchage, avec de nombreux abandons relevés, principalement pour cause de problème d’accès à l’eau mais également de mévente, de maladies et attaque parasitaires, d’accès difficile aux intrants, etc.
* Des facteurs de risque existent au niveau de la durabilité de certains résultats atteints : dégradation de la fertilité des sols et méventes au niveau de riziculture pluviale, risque de surpâturage à Tensobentenga-Yargo suite à la croissance du cheptel, risque induit par la réforme de l’eau et dégradation de la fonctionnalité des comités de gestion au niveau de l’eau potable, changement climatique, etc. (cf. infra, question 2 et analyse par projet).
* Les évaluateurs soulignent que le fait que les interventions se sont développées dans des communes particulièrement défavorisées (surtout en ce qui concerne Yamba), ce qui a eu une influence sur les effets qui ont pu être atteint. La pauvreté, l’isolement, l’analphabétisme, le manque d’infrastructures, etc. ont limité les capacités d’auto-développement, malgré la durée des interventions.

### Question 2 : Appropriation des résultats, durabilité et autonomisation des bénéficiaires

*Rapport pages 75 à 84*

|  |
| --- |
| ***En résumé :*** |
| *http://img.freepik.com/photos-libre/_318-34469.png?size=318&ext=png* | *Appropriation importante des résultats. Les programmes ont contribué au renforcement des dynamiques locales de développement. Résultats durables et qui pourraient continuer à essaimer.* |
| *http://www.uclouvain.be/cps/ucl/doc/trav/images/Sigle_attention.png* | *Action insuffisante ou trop tardive au niveau du renforcement institutionnel des associations locales. Accompagnement parfois insuffisant dans le temps. Trop faible recours à l’expertise d’autres structures plus spécialisées.*  |

Points positifs, forces :

* Les évaluateurs constatent une appropriation globalement importante des résultats et constatent que les programmes ont contribué au renforcement des dynamiques locales de développement. Plusieurs facteurs sont avancés pour expliquer ce succès :
	+ L’implication des futurs bénéficiaires dans la définition des orientations des programmes, notamment au travers de recherches-actions ;
	+ L’attention centrale donnée au renforcement des capacités de toutes les catégories d’acteurs (agriculteurs, éleveurs, membres des comités de gestion, etc. mais aussi autorités locales et représentants des services techniques), avec la place prépondérante accordée par IdP dans tous ses projets aux sensibilisations, informations et formations ;
	+ La large palette d’outils et techniques mis en place pour le renforcement des capacités des bénéficiaires et acteurs locaux, le recours à des méthodes pédagogiques participatives et aux formations par la pratique (*learning by doing*) ;
	+ L’implication systématique des différents acteurs concernés par le projet (bénéficiaires, autorités locales, services techniques,…), la dynamique de concertation et coordination adoptée pour chaque projet ;
	+ Le climat de confiance qu’IdP a réussi à construire, avec notamment comme effet la possibilité de faire accepter plus facilement les innovations et changements ;
	+ L’attention accordée par IdP à l’adaptation continue des projets au contexte ;
	+ L’inscription des actions dans un partenariat noué avec les autorités communales et articulées avec le plan de développement communal.
* La qualité des infrastructures réalisées par IdP (forages, écoles, barrages) est systématiquement relevée par les évaluateurs. Elle est vue comme renforçant la durabilité des résultats.
* Les résultats économiques apparaissent durables pour plusieurs activités (fermes agro-écologiques, riziculture pluviale) et pourraient même continuer à s’étendre par essaimage. Pour d’autres activités, la durabilité est fragile (maraîchage). Des risques existent (surpâturage, changements climatiques, ensablement des retenues d’eau).
* Les retenues d’eau participent au rechargement des nappes phréatiques.

Faiblesses, difficultés, limites :

* Le niveau de capacités des bénéficiaires était très bas au début de l’intervention, avec comme conséquence que des apprentissages même simples ont demandé beaucoup de temps et ont été complexes.
* L’accompagnement a parfois été insuffisant dans le temps. Le suivi a été suspendu trop rapidement (cas des comités de gestion des forages). La maîtrise technique par les producteurs est inégale.
* L’appui est trop orienté vers l’agrochimie. Les approches écologiques de gestion de la fertilité des sols sont insuffisamment intégrées (en particulier dans le cas de la riziculture pluviale à Yamba). L’approche par filière qui est adoptée n’aborde pas le système productif dans sa globalité.
* Faible dynamisme d’IdP pour échanger et nouer des collaborations avec d’autres organisations disposant d’une plus grande expérience dans les domaines d’activités touchés.
* Attention d’IdP insuffisante (ou trop tardive) pour le renforcement d’organisations locales, avec comme conséquence qu’au moment du désengagement il manque de relai, d’organisations à qui passer le flambeau (ou que les organisations en place sont trop faibles).
* La durabilité des résultats atteints dans le domaine de l’eau potable sera fortement influencée par la mise en œuvre de la réforme de l’eau.

### Essaimage, effet d’entrainement

*Rapport pages 84 à 88*

|  |
| --- |
| ***En résumé :*** |
| *http://img.freepik.com/photos-libre/_318-34469.png?size=318&ext=png* | *Fort essaimage confirmé pour certains projets (riziculture pluviale, techniques de gestion de la fertilité de sols respectueuses de l’environnement). Succès de l’effet démonstratif mis en place par IdP et de l’attention accordée au renforcement des capacités (qui permet d’amorcer un effet d’entraînement).* |
| *http://www.uclouvain.be/cps/ucl/doc/trav/images/Sigle_attention.png* | */* |

Points positifs, forces :

* Fort essaimage constaté au niveau de la riziculture pluviale et des techniques de gestion de la fertilité des sols respectueuses de l’environnement. [[4]](#footnote-4)

Riziculture : Essaimage mesuré par IdP en 2013 = 57 % des surfaces aménagés.

Techniques agroécologiques : Les évaluateurs estiment que les producteurs ayant adopté les techniques promues sont au moins deux fois plus nombreux que ceux ayant bénéficié de l’appui IdP. La diffusion dépasse les villages touchés par IdP, bien qu’elle y soit plus lente.

* L’essaimage observé est aussi bien interne qu’externe : l’activité a été amplifiée par les personnes qui ont directement bénéficié de l’appui d’IdP mais elle a aussi été adoptée par d’autres personnes, non bénéficiaires du programme. L’intervention d’IdP n’a donc pas créé d’écart irréversible entre bénéficiaires et non bénéficiaires.
* Essaimage grâce à l’important effet démonstratif favorisé par IdP et l’engagement de producteurs qui œuvrent en tant que vecteurs de diffusion (formation de leurs proches et voisins).
* Essaimage soutenu par les agents des services techniques qui, dans la mesure de leurs moyens, ont pris le relai au désengagement d’IdP, et cela même si le modèle agroécologique n’est pas celui promu par le ministère de l’agriculture.
* Les évaluateurs relèvent que l’action d’IdP débouche sur des effets beaucoup plus larges que les effets immédiats (au niveau productif, des revenus) et génère ainsi un effet d’entraînement. La forte dimension de renforcement des capacités intégrée dans l’intervention d’IdP – que les évaluateurs qualifient d’« arsenal lourd » multiforme – sont des éléments de renforcement du capital social déterminant dans toute démarche de développement. Les évaluateurs qualifient les zones d’intervention IdP de « zone à forte densité d’innovations », avec des innovations multiformes qui concernent les techniques, les modes d’organisation, le renforcement des capacités tous azimuts, les mécanismes de concertation et planification.

Faiblesses, difficultés, limites :

* Au niveau des techniques respectueuses de l’environnement, certaines se sont diffusées de manière importante mais d’autres pas du tout voire même ont été abandonnées par les bénéficiaires directs de l’appui IdP (cas des fenils).
* Essaimage restreint dans le domaine du maraîchage, bien que les évaluateurs aient pu observer quelques initiatives à Tensobentenga.

### Ciblage des vulnérables, approche inclusive

*Rapport pages 88-89*

Explication de la question évaluative :

Dans le cadre des interventions de Yamba et Tensobentenga, IdP a évité d’adopter une approche visant à cibler de manière préférentielle la frange vulnérable de la population locale, préférant adopter une approche inclusive basée sur une limitation des freins pouvant se poser à la participation des vulnérables à l’action. Il était demandé aux évaluateurs d’apprécier dans quelle mesure l’intervention a bénéficié effectivement aux vulnérables et ce qui aurait permis de faciliter encore plus leur participation.

|  |
| --- |
| ***En résumé :*** |
| *http://img.freepik.com/photos-libre/_318-34469.png?size=318&ext=png* | *Accessibilité des projets productifs aux vulnérables confirmée. Observation de plusieurs impacts positifs pour les vulnérables.* |
| *http://www.uclouvain.be/cps/ucl/doc/trav/images/Sigle_attention.png* | */* |

Points positifs, forces :

* Les évaluateurs aboutissent à la conclusion que l’accessibilité des projets productifs aux vulnérables est confirmée. Ils ont pu s’entretenir avec plusieurs veuves et groupes de femmes qui ont bénéficié des projets productifs, que ce soit directement ou par voie d’essaimage.
* Les évaluateurs relèvent plusieurs impacts pour les populations vulnérables : meilleure situation nutritionnelle et financière grâce aux projets productifs, meilleur accès aux services de base grâce aux aménagements de forages et écoles.
* Les évaluateurs estiment assez vraisemblable que l’intervention d’IdP ait renforcé la solidarité communautaire, en facilitant les dons grâce à l’augmentation et la diversification des productions agricoles.

Faiblesses, difficultés, limites :

/

### Intégration de la dimension transversale genre, approche inclusive

*Rapport pages 89-91*

Explication de la question évaluative :

Les programmes d'Iles de Paix ont pendant longtemps été mené dans une approche neutre au genre : bien qu’ils aient systématiquement intégré des activités permettant de renforcer le positionnement économique des femmes, ils ne poursuivaient pas d’objectif particulier en matière de réduction des inégalités au genre.

Diverses actions ont néanmoins été menées au Burkina Faso depuis 2010 afin d’améliorer la prise en compte du genre dans les programmes. Il était demandé aux évaluateurs d’apprécier les impacts genre des programmes, dans quelle mesure ils avaient permis d’améliorer la condition des femmes dans leur famille et dans leur communauté. Il leur était également demandé d’identifier les pistes d’amélioration possibles dans la prise en compte du genre au sein des interventions IdP.

A noter que le projet principal projet mis en œuvre par IdP afin de renforcer le positionnement économique des femmes (mise en place de fonds de microcrédit rotatif et appui aux activités génératrices de revenus) ne faisait pas partie du champ de l’évaluation. Les évaluateurs n’ont donc eu qu’une image partielle de l’action d’IdP à ce niveau.

|  |
| --- |
| ***En résumé :*** |
| *http://img.freepik.com/photos-libre/_318-34469.png?size=318&ext=png* | *Accessibilité (parfois importante) des projets aux femmes confirmée et observation de plusieurs impacts positifs les concernant.* |
| *http://www.uclouvain.be/cps/ucl/doc/trav/images/Sigle_attention.png* | *Faible représentativité des femmes au sein des instances des groupements.* |

Points positifs, forces :

* Les évaluateurs relèvent que les femmes ont eu une place dans tous les projets mis en œuvre par IdP, représentant une proportion plus ou moins importante des bénéficiaires selon les projets (proportion quasi nulle au niveau de l’élevage mais représentant environ 50 % au niveau de la riziculture et du maraîchage).
* Grâce à leur implication dans les projets productifs, les femmes peuvent améliorer la diète familiale et/ou bénéficier de revenus qu’elles gèrent elles-mêmes. Elles disposent également d’un accès direct à la terre qui leur est propre et non pas dépendant de leur époux.

Faiblesses, difficultés, limites :

* Les femmes bénéficient des projets au même titre que les hommes, elles n’apparaissent pas comme privilégiées alors même qu’elles jouent un rôle central dans l’économie des ménages bénéficiaires et qu’elles partent avec beaucoup plus de désavantages de départ par rapport aux hommes.
* Les femmes restent très peu présentes dans les instances des groupements, même si certaines occupent des postes de confiance (trésorières).

# Recommandations des évaluateurs

### Recommandations au niveau de la stratégie d’intervention

Renforcement en continu du capital humain :

* Maintenir et amplifier la bonne capacité d’IdP à sensibiliser, informer, former les bénéficiaires et partenaires locaux, à mobiliser ces acteurs dans des démarches de collaboration.
* Assurer un suivi-accompagnement davantage dans la durée, d’autant plus lorsque le niveau de départ est aussi bas qu’à Yamba et Tensobentenga-Yargo. Un accompagnement d’un ou deux ans reste insuffisant.
* Capitaliser davantage sur les leaders locaux, qui constituent une force de changement pouvant faciliter l’intervention et l’amplifier au-delà du désengagement. Identifier ces leaders dès le démarrage. Prévoir un programme formations, suivi, accompagnement, voyage d’échange, etc. spécifique et dans la durée pour le renforcement des capacités de ces acteurs clés pour le développement local.
* Au-delà des bénéficiaires directs des divers projets, poursuivre et amplifier les efforts en matière de renforcement des capacités des responsables d’associations locales, des élus et des fonctionnaires communaux. Assurer des formations mais aussi et surtout un suivi-accompagnement dans la durée.
* Renforcer la dynamique de formation par l’action développée par IdP au niveau des élus et fonctionnaires communaux au travers de la cogestion du fonds d’investissement communal pour les investissements structurants.

Renforcement des associations locales de développement :

* Intégrer le renforcement opérationnel et institutionnel des organisations locales en tant que composante à part entière des programmes. Le préparer dès la phase de formulation.
* Confier une partie de la mise en œuvre du programme aux organisations locales dans une optique de renforcement opérationnel, et assurer un pilotage conjoint de ces actions. Veiller à appuyer également le renforcement institutionnel de ces organisations.

Structuration d’organisations paysannes de polyculture :

* Maintenir dans les programmes à venir l’appui à la structuration des groupes de base. Dès le démarrage du programme, identifier les leaders locaux/ forces locales de changement et préparer de la mise en place d’organisations de base. Favoriser une structuration par village plutôt que par site de production. Veiller à l’implication des femmes leaders ainsi qu’à l’association des organisations locales et des services techniques.
* Démarrer suffisamment tôt l’appui à la mise en place d’organisations de 2e niveau (fédération d’organisations de base type groupements de producteurs).
* Envisager une phase de consolidation des organisations de 2e niveau au-delà du désengagement, phase pendant laquelle IdP n’aurait plus d’actions concrètes de terrain mais continuerait à assurer un appui à cette organisation de 2e niveau.
* Vu que le système de production s’inscrit dans une polyculture plutôt que d’être spécialisé, éviter la mise en place d’organisations spécialisées par spéculation et favoriser la mise en place d’organisations paysannes capables de défendre leur système de production dans une vision holistique.

Partenariat avec des organisations spécialisées :

* Malgré sa polyvalence, IdP n’est pas en mesure d’être spécialisée dans autant de domaines et a intérêt à travailler dans le cadre de programmes multi-acteurs. Il convient dès lors d’identifier les structures spécialisées et de les sonder pour la mise en place d’un programme concerté.

Révision du modèle de production agricole :

* Eviter le modèle agrochimique et favoriser les pratiques agroécologiques, poursuivre sur la voie amorcée avec le projet de conservation et restauration de la fertilité des sols à Tensobentenga.
* Capitaliser les expériences existantes dans le domaine de l’agroécologique. Renforcer la formation sur ce thème pour l’équipe d’IdP, mais également les agents des services techniques (agriculture, élevage, environnement) et les représentants des organisations locales.

### Recommandations au niveau de la méthodologie d’intervention

* Favoriser la mise en place de comité de concertation pluri-acteurs ayant vocation à perdurer au-delà du programme
* De manière complémentaire avec le renforcement des associations locales, soutenir la formation et le renforcement de capacités de paysans-animateurs polyvalents, qui pourraient continuer à impulser une dynamique de développement au-delà du retrait d’IdP.
* Soutenir les paysans-animateurs pour qu’ils aménagement progressivement leur ferme en ferme agro-écologique pilote.
* Tout comme pour les paysans animateurs, soutenir la formation d’animatrices rurales endogènes.
* Renforcer le suivi-accompagnement de proximité, le maintenir pendant une période plus longue.

### Recommandation au niveau de la durabilité des projets/actions

* Mettre en place, dès le début du programme, des actions visant à renforcer les capacités des leaders paysans, hommes et femmes (🡪 paysans animateurs, animatrices endogènes)
* Accroître les actions de structuration et de développement institutionnel des organisations locales

# Commentaires UPAS sur les Principaux apprentissages issus de l’évaluation et points d’attention pour des actions futures

L’évaluation externe met en avant de nombreuses forces de la méthodologie d’intervention. Elle insiste particulièrement sur la pertinence et l’efficacité du dispositif multiforme de formation et d’accompagnement des bénéficiaires et autres acteurs locaux.

Sur le plan des faiblesses et recommandations, plusieurs points retiennent particulièrement notre attention et seront pris en considération pour la suite des actions d’Iles de Paix :

* La nécessité de **prolonger encore plus l’accompagnement de proximité des bénéficiaires**, de l’assurer davantage dans la durée et d’accorder plus d’attention à la consolidation des acquis ;
* L’intérêt d’**accorder davantage d’attention à l’identification et au renforcement des leaders paysans et autres forces de changement**, qui sont susceptibles de faciliter et d’amplifier les effets des interventions d’Iles de Paix pendant la durée de celle-ci et au-delà du désengagement. Ces leaders doivent constituer un **public cible à part entière**, être identifiés au sein de leur communauté et faire l’objet d’une « offre adaptée » d’activités et d’accompagnement. Il convient néanmoins d’adopter une approche prudente et d’adopter un **dosage équilibré** pour que cette attention spécifique ne devienne pas source de tensions communautaires (jalousie et représailles) ou ne nuise à l’essaimage (un appui plus soutenu peut conduire l’entourage de la personne appuyée à penser que cet appui soutenu est une condition *sine qua non*, que l’activité ne peut être répliquée sans lui).
* La nécessité de **mener une réflexion sur notre stratégie en matière de** **structuration collective**, qui est une question ardue sur laquelle buttent de nombreuses organisations et au niveau de laquelle les attentes des bailleurs sont bien souvent démesurées par rapport à ce qu’il est réaliste d’espérer. Il est interpellant de constater qu’un **constat de faiblesse de notre approche en la matière revient de manière assez systématique dans les différentes évaluations externes qui sont réalisées**. Jusqu’à présent, nous n’avons abordé les questions de structuration que dans un second temps de l’intervention, lorsque les bénéficiaires pouvaient constater par eux-mêmes l’intérêt de se structurer et décidaient de s’engager dans la voie d’une structuration. Cette approche à l’intérêt d’éviter la mise sur pieds d’organisations qui ne sont que des coquilles vides et garantit que la structuration poursuive un but utilitaire clairement défini. Elle nous amène néanmoins bien souvent à disposer de **trop peu de temps pour accompagner cette structuration et à laisser derrière nous des organisations encore bien trop fragiles**. Une réflexion devrait être menée pour voir de quelle manière notre approche devrait être adaptée.

Plusieurs remarques portent sur le **modèle agricole promu par Iles de Paix** dans le cadre de ses interventions. Ceci rejoint parfaitement la réflexion stratégique qui a été amorcée lors des rencontres automnales 2014 en vue d’une **meilleure prise en compte de la dimension environnementale**.

Finalement, il est important de relever que les évaluateurs observent que les actions d’Iles de Paix sont fort diversifiées. Ils estiment qu’il est **impossible pour Iles de Paix de se spécialiser dans un nombre aussi important de domaines** et recommandent que nous nous associons à d’autres organisations dans le cadre de programmes multi-acteurs. **Ce constat de l’impossibilité de nous spécialiser en conservant une telle diversité d’action revient dans plusieurs évaluations externes** et devrait alimenter les réflexions sur l’évolution de la stratégie d’Iles de Paix.

# Annexes

**Annexe 1 : Forces et faiblesses du processus d’évaluation**

## Annexe 1 : Forces et faiblesses du processus d’évaluation[[5]](#footnote-5)

### Du point de vue d’Iles de Paix :

Globalement, appréciation très positive de la manière dont s’est déroulé le processus d’évaluation.

* Points forts :
	+ Grande attention apportée par les évaluateurs à la préparation de l’évaluation et à la bonne compréhension des attentes d’IdP.
	+ Dimensions participative et formatrice de l’étude insufflées par les consultants.
	+ Motivation particulière de l’évaluateur français pour la thématique de l’étude proposée par IdP, qui alimente ses propres recherches.
	+ Très bonne structuration du rapport d’évaluation, en facilitant l’exploitation.
* Bémols :
	+ Quelques limites à la dimension de co-construction participative, par manque de temps : pas de soumission à IdP de la version finale de la note de cadrage prévue dans les TDR ; remise en séance des différents documents de cadrage, ce qui ne permettait qu’une réaction à chaud et non concertée entre le siège d’IdP et l’équipe IdP-BF, etc.
	+ Préparation de la réunion de restitution et discussion sur le rapport provisoire rendue difficile par la transmission tardive, échelonnée et incomplète du rapport provisoire.
	+ Appropriation et exploitation du rapport d’évaluation freinées par sa longueur deux fois plus importante que ce que prévoyaient les TDR.

### Du point de vue des évaluateurs :

*(Rapport pages 11-13  + commentaires des évaluateurs lors des réunions de cadrage et restitution)*

* Points forts :
	+ Qualité de la préparation (réunions de pré-cadrage et cadrage avec l’équipe IdP-siège, IdP-Burkina et le FBSA ; préparation de la mission terrain assurée par les enquêteurs locaux).
	+ Disponibilité de nombreuses données et d’une documentation précise.
	+ Excellent appui logistique assuré par IdP et les enquêteurs locaux.
	+ Processus de validation successive des constats (avec les équipes de terrain et du siège, le bailleur, le CA).
* Difficultés rencontrées et bémol :
	+ Regret que l’équipe IdP-Burkina n’ait pas eu la possibilité de participer à l’ensemble du processus (🡪 non participation à la phase d’enquête terrain), ce qui a réduit l’effet formatif de l’évaluation et la qualité de l’information dont ont pu disposer les évaluateurs.
	+ Evaluateurs noyés dans une documentation trop importante.
	+ Perturbation induite par l’actualité (non disponibilité des autorités locales suite aux prémices de l’insurrection populaire).
	+ Limite aux informations qui ont pu être obtenues pour apprécier la composante « amélioration de la gouvernance locale » (autorités locales actuelles ne sont pas celles qui ont participé au programme IdP et n’étaient en outre pas disponibles suite à l’actualité).
	+ Période de réalisation de la partie terrain peu propice pour l’analyse de la composante « maraîchage ».
	+ Faible participation des femmes aux focus groupe (seulement 15% des participants). Des enquêtes complémentaires ont dû être réalisées.
1. PRESAM – Projet de renforcement de la résilience et de la sécurité alimentaire des ménages pauvres et très pauvres dans les régions du Centre-Est et de l’Est du Burkina (cofinancent UE) [↑](#footnote-ref-1)
2. GovEst – Projet d’amélioration de la gouvernance locale dans les communes de Tibga et Diabo (partenariat IdP-AMR, cofinancement DGD) [↑](#footnote-ref-2)
3. Elaboration des TDR, choix du consultant, cadrage de l’étude, analyse de rapport provisoire. [↑](#footnote-ref-3)
4. Il s’agit des deux projets pour lesquels IdP poursuivait les plus grands objectifs d’essaimage et a mis en œuvre des activités spécifiques pour le favoriser. Tous les projets ne se prêtent en effet pas à un tel essaimage (cas de l’aménagement d’écoles ou de retenues d’eau, par exemple). [↑](#footnote-ref-4)
5. En réponse à une demande formulée lors de la présentation de l'évaluation au conseil d'administration [↑](#footnote-ref-5)